



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DREAL Bretagne

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Lorient, **09 JUL. 2024**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SILVADEC SAS

Parc d'activités de l'Estuaire

56190 Arzal

Références :

Code AIOT : 0005512669

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2024 dans l'établissement SILVADEC SAS implanté Parc d'activités de l'Estuaire 56190 Arzal. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SILVADEC SAS
- Parc d'activités de l'Estuaire 56190 Arzal
- Code AIOT : 0005512669
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Silvadec fabrique des lames de bois composite pour les terrasses, les clôtures et les façades. Les installations sont soumises à autorisation au titre de la rubrique 2661.

Référentiel réglementaire :

- Arrêté préfectoral du 25/09/2008
- Arrêté du 23/12/98 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4511 (NOR : ATEP9980023A)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Point 3.5 de l'annexe I	Demande d'action corrective	3 mois
5	Moyens d'extinction	Arrêté Préfectoral du 25/09/2008, article 7.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants	Arrêté Préfectoral du 25/09/2008, article 3.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
10	Rejets atmosphériques / Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 25/09/2008, article 8.2.2	Demande d'action corrective	1 mois
11	Rejets atmosphériques / COV visés à l'annexe III	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Analyse du risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Sans objet
2	Fourniture des fiches de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31	Sans objet
3	Connaissance des produits – Etiquetage	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Point 3.3 de l'annexe I	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Point 4.2 de l'annexe I	Sans objet
7	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Point 4.3 de l'annexe I	Sans objet
8	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 25/09/2008, article 7.5.5.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
12	Transmission des analyses des PFAS dans les rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au cours de la visite, l'inspecteur a constaté que le site était propre et organisé. L'exploitant doit cependant veiller à respecter la périodicité des contrôles des rejets des émissions atmosphériques et prendre les mesures pour mettre en conformité les rejets du conduit des sécheurs 2-4-6. Il doit également mesurer les concentrations des substances listées à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 dans les conduits susceptibles d'émettre ces substances. Enfin, il doit établir un plan des stockages et confirmer la capacité des poteaux incendie implantés à l'entrée du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Analyse du risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse du risque foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse du risque foudre
Constats : L'exploitant a fait réaliser une analyse du risque foudre en décembre 2015. Le rapport conclut que le risque tolérable par la structure est supérieur au risque probable estimé et qu'aucune protection n'est nécessaire sur la structure ainsi que sur les lignes d'alimentation et de communication.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Fourniture des fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Fourniture des fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Article 31 du règlement REACH [...] <p>5. La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.</p> [...] <p>8. Une fiche de données de sécurité est fournie gratuitement sur support papier ou sous forme électronique au plus tard à la date à laquelle la substance ou le mélange est fourni pour la première fois.</p>
Constats : Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a communiqué certaines fiches de données de sécurité (FDS) des produits utilisés dans ces installations. Certaines d'entre elles étaient en anglais. Au cours de la visite, l'exploitant a pu présenter les FDS en français.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit veiller à disposer des fiches de données de sécurité en français.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Connaissance des produits – Etiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Point 3.3 de l'annexe I
Thème(s) : Produits chimiques, Connaissance des produits – Etiquetage
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les solides, liquides, gaz ou gaz liquéfiés toxiques sont contenus dans des emballages ou récipients conformes à la réglementation en vigueur en France. Les emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, notamment à l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses ou au règlement CLP n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et mélanges.
Constats : Le jour de la visite, l'inspecteur a constaté que l'exploitant disposait des fiches de données de sécurité des produits présents sur site et que le nom et les mentions de dangers des produits figuraient sur les emballages et les stockages.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Point 3.5 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : Arrêté du 23/12/1998 : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. — Arrêté du 05/12/2016 : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a pu présenter un état des stocks des produits présents. Cet état des stocks n'était cependant pas associé à un plan général des stockages.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Point 3.5 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de se conformer aux dispositions du point 3.5 de l'annexe I des arrêtés ministériels du 23 décembre 1998 et du 5 décembre 2016, l'exploitant doit compléter son état des stocks par un plan général des stockages.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Moyens d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2008, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'extinction
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose a minima de : Un système de surveillance et/ou de détection et un dispositif d'alerte permettant de réagir rapidement à un sinistre du bâtiment de stockage et du bâtiment de production ; [...] Robinets d'incendie armés ; Un débit d'eau incendie simultanée disponible, sur site ou à proximité immédiate du site, totalisant 240 m ³ /h assurés par 4 poteaux incendie pouvant délivrer 60 m ³ /h (ou une réserve incendie d'un volume minimal de 480 m ³). L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.
Constats : L'exploitant a à sa disposition une batterie de 4 poteaux incendie implanté sur l'espace public, face à l'entrée du site. L'exploitant indique que ces poteaux ont la capacité de délivrer chacun au moins 60 m ³ /h. Il n'a pas pu présenter de document l'attestant le jour de la visite. Le site dispose également de robinets d'incendie armés (RIA) répartis sur tout le site. Les salariés ont suivi une formation de recyclage pour l'usage des moyens d'extinction dont les RIA en 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir un document attestant que les quatre poteaux incendie implantés face à l'entrée de son site sont en capacité de fournir simultanément 60 m ³ /h permettant ainsi à l'exploitant de disposer d'une capacité globale de 240 m ³ /h.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Point 4.2 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Les différents matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : a) Pour toutes les installations : - des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; - un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local. b) Pour les parties de l'installation à risque comme définies à l'article 4.3 ci-après : - chaque partie de l'installation est desservie par un appareil d'incendie (bouche, poteaux...) d'un réseau public ou privé, situé à moins de 200 mètres de celle-ci et garantissant, a minima, un débit minimum de 60 m ³ /h sous une pression minimum de un bar durant deux heures. À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toute circonstance. Pour les installations existantes au sens de l'article 2 du présent arrêté, la distance maximale à l'appareil d'incendie est portée à 400 mètres.
Constats : Les installations exploitées par la société Silvadec étaient existantes à l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016. Le jour de la visite, l'inspecteur a constaté que le point du stockage des produits finis le plus éloigné des poteaux incendie était situé à 300 m des poteaux incendie par voie carrossable.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Point 4.3 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Prescription contrôlée : <i>Arrêté ministériel du 23/12/1998 :</i> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques, etc.). Ce risque est signalé. — <i>Arrêté du 05/12/2016 :</i> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ainsi que les sources d'électrification. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulation des produits concernés doivent faire partie de ce recensement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a présenté un plan des installations localisant les différentes zones de dangers. Au cours de la visite du site, l'inspecteur a constaté que les zones de dangers étaient signalées et conformes aux indications du plan.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2008, article 7.5.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés au bassin de rétention des eaux pluviales étanches aux produits collectés et d'une capacité minimum de 600 m ³ avant rejet vers le milieu naturel. [...] Le bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commandes nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.
Constats : Le jour de la visite, l'inspecteur a constaté que le bassin était propre et entretenu et que la vanne de fermeture était manœuvrable.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2008, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques / Poussières et COV
Prescription contrôlée : L'efficacité du matériel de dépoussiérage doit permettre, sans dilution, le rejet à l'air d'une teneur en poussières inférieure à 10 mg/Nm ³ et un flux inférieur à 0,1 kg/h. Le flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus de COV est inférieur à 2 kg/h.
Constats : Le contrôle des émissions réalisé en octobre 2023 a mis en évidence que les émissions du point de rejet commun des sécheurs 2-4-6 sont non-conformes : la concentration a été mesurée à 25,1 mg/m ³ lors du second essai et la moyenne des trois essais est de 13,0 mg/m ³ pour une valeur limite fixée à 10 mg/m ³ . L'exploitant a indiqué avoir identifié ce dépassement. Il l'attribue à un réseau trop empoussiéré. Pour y remédier, il indique avoir nettoyé ce réseau. Il prévoit d'opérer un contrôle de l'encrassement du conduit au cours du prochain arrêt estival avant de réaliser un nouveau contrôle des émissions de poussières.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'Inspection les résultats du contrôle 2024 des émissions de poussières dans les rejets atmosphériques, accompagné d'un plan d'actions et d'un calendrier de mise en conformité si les résultats devaient s'avérer non-conformes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 10 : Rejets atmosphériques / Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2008, article 8.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques / Autosurveillance
Prescription contrôlée : Une mesure des émissions canalisées de poussières sera effectuée tous les 3 ans par un organisme ou une personne qualifiée [...].
Constats : Les deux derniers contrôles des émissions atmosphériques ont été réalisés en 2019 et 2023. L'intervalle de temps entre ces deux contrôles est de quatre ans alors que l'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 25 septembre 1998 impose qu'un contrôle ait lieu tous les trois ans.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de se conformer aux dispositions de l'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 25 septembre 1998, l'exploitant doit veiller à faire contrôler les émissions atmosphériques de ses installations tous les trois ans.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Rejets atmosphériques / COV visés à l'annexe III

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques / COV visés à l'annexe III
Prescription contrôlée : [...] 7° Composés organiques volatils : [...] b) Composés organiques volatils visés à l'annexe III : Si le flux horaire total des composés organiques visés à l'annexe III dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/m ³ . En cas de mélange de composés à la fois visés et non visés à l'annexe III, la valeur limite de 20 mg/m ³ ne s'impose qu'aux composés visés à l'annexe III et une valeur de 110 mg/m ³ , exprimée en carbone total, s'impose à l'ensemble des composés. [...]
Constats : Ce constat est développé en annexe confidentielle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La demande est développée en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 12 : Transmission des analyses des PFAS dans les rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des analyses des PFAS dans les rejets aqueux
Prescription contrôlée : [...] III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. [...]
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué avoir lancé les trois campagnes de recherches des PFAS en février 2024. Il a également précisé qu'ils attendaient de disposer de l'intégralité des résultats pour les transférer via la plateforme GIDAF ce qui n'est pas conforme aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Quelques jours après la visite, l'inspecteur a constaté que l'exploitant avait déposé les résultats des trois campagnes sur GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite